

priorités qui figurent dans les cinquième et sixième parties du rapport.

Il en est ainsi décidé.

43. Le PRÉSIDENT propose au Conseil de prendre note du rapport de la CESAP pour la période du 7 avril 1974 au 7 mars 1975 (E/5656) ainsi que des recommandations et résolutions figurant dans les chapitres II et III de ce rapport, d'approuver le programme de travail et l'ordre de priorités figurant au chapitre IV du rapport et de modifier le libellé du paragraphe 2 du mandat de la Commission afin de lire "Australie" au lieu de "Australie continentale".

Il en est ainsi décidé.

44. Le PRÉSIDENT propose au Conseil de prendre note du rapport de la CEPAL pour la période du 10 mars 1974 au 6 mai 1975 (E/5608/Rev.1) ainsi que des résolutions figurant dans la troisième partie de ce rapport; d'approuver le programme de travail et l'ordre de priorités figurant dans la cinquième partie du rapport; et de prendre note du rapport du Comité plénier de la CEPAL sur sa neuvième session extraordinaire (E/5608/Add.1) ainsi que des résolutions figurant dans la deuxième partie de ce rapport.

Il en est ainsi décidé.

45. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à adopter le projet de résolution recommandé par le Conseil des ministres de la CEA, qui figure dans la partie IV du rapport annuel de la CEA (E/5657 et Corr.2).

Il en est ainsi décidé.

46. Le PRÉSIDENT propose au Conseil de prendre note du rapport de la CEAO sur sa deuxième session (E/5658) ainsi que des résolutions figurant dans ce rapport et d'approuver le programme de travail et l'ordre de priorités faisant l'objet du chapitre IV de ce rapport.

Il en est ainsi décidé.

47. Le PRÉSIDENT propose au Conseil de prendre note du rapport annuel sur les réunions des secrétaires exécutifs des commissions régionales (E/5700).

Il en est ainsi décidé.

48. Le PRÉSIDENT propose au Conseil de prendre note du rapport du Secrétaire général sur les efforts des Nations Unies pour la promotion et le développement des exportations (E/5619) ainsi que d'un extrait du rapport du Conseil du commerce et du développement sur la deuxième partie de sa quatorzième session (E/L.1665).

Il en est ainsi décidé.

49. Le PRÉSIDENT fait observer que, conformément à la résolution 1819 (LV) du Conseil, le Conseil aurait dû être saisi d'un rapport du Groupe consultatif commun du Centre CNUCED/GATT du commerce international mais que ce rapport ne lui a pas été communiqué. Il propose au Conseil de prier le Secrétaire général de lui présenter à sa soixante et unième session le rapport susmentionné ainsi que les observations et suggestions du Conseil du commerce et du développement à ce sujet.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 17 h 25.

1972^e séance

Mercredi 23 juillet 1975, à 10 h 45

Président : M. I. A. AKHUND (Pakistan)

E/SR.1972

POINT 6 DE L'ORDRE DU JOUR

Assistance économique à la Zambie (E/L.1671, E/L.1672)

1. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à examiner le point 6 de l'ordre du jour. Le Conseil est saisi du projet de résolution sur l'assistance à la Zambie (E/L.1671), et d'un exposé présenté par le Secrétaire général des incidences budgétaires de ce projet (E/L.1672).

2. Sir Robert JACKSON (Secrétaire général adjoint, Coordonnateur de l'assistance des Nations Unies à la Zambie) dit que, depuis son dernier rapport oral au Conseil, il y a presque un an (1913^e séance), de grands changements politiques se sont produits en Afrique australe, et qu'à coup sûr il s'en produira d'autres. Pendant cette période, la grande majorité des pays du monde ont été aux prises avec une inflation grave et des récessions majeures. La Zambie

n'y a pas échappé et a dû, en outre, supporter la charge exceptionnelle que représente le coût du nouvel itinéraire de ses exportations et de ses importations.

3. Voilà près de dix ans que le régime de Rhodésie du Sud a proclamé unilatéralement l'indépendance; au cours des années qui ont suivi, la Zambie, en fermant sa frontière méridionale, a consenti d'immenses sacrifices pour appliquer la politique de sanctions contre ce régime décidée par l'Organisation des Nations Unies. C'est une des tâches de sir Robert Jackson de faire savoir à tous les Etats Membres combien cette attitude a coûté à la Zambie, non seulement financièrement, mais aussi par ses incidences sur le développement national et la vie du peuple zambien.

4. Sir Robert Jackson arrive droit de Lusaka et est donc en mesure de faire le point de la situation sur le champ. Dans le rapport oral présenté au Conseil deux ans aupa-

ravant, le coût financier pour la Zambie était réparti entre trois éléments : le coût direct en capital, les emprunts supplémentaires nécessaires pour couvrir la part du coût en capital non couverte par des dons, et les dépenses renouvelables. Au dernier examen, il a été possible non seulement d'analyser l'opération jusqu'au 30 juin 1975, mais aussi d'établir des projections raisonnables jusqu'à la fin de 1975. Le coût direct en capital pour les trois exercices 1973, 1974 et 1975 est estimé à 41,9 millions de kwachas* — environ 64 millions de dollars — soit une augmentation de 7,3 millions de kwachas par rapport à l'estimation de 1974. Les emprunts supplémentaires sont estimés coûter à la Zambie 4,13 millions de kwachas, soit environ 6,3 millions de dollars, sans changement par rapport à l'estimation antérieure. Les dépenses renouvelables restent la charge la plus lourde pour la Zambie; au 30 juin 1975, ces dépenses (y compris le coût des emprunts supplémentaires) s'élevaient à 136,5 millions de kwachas et on prévoit qu'il faudra y ajouter 26 millions de kwachas pour les six mois à venir. Au total, on peut raisonnablement estimer à 204,4 millions de kwachas — 315 millions de dollars — jusqu'à la fin de 1975 le coût pour le peuple zambien de la fermeture de la frontière méridionale. Ce chiffre est supérieur de 25,4 millions de kwachas à celui qui était projeté il y a un an, ce qui montre bien à quel point la hausse des prix de l'énergie et l'inflation ont pesé sur le coût de tous les transports et alourdi encore la charge pesant sur les ressources financières de la Zambie.

5. En ce qui concerne les prix des importations et des exportations, la situation est aujourd'hui plus grave encore que l'année précédente : le coût des importations en général a augmenté presque en proportion directe du taux d'inflation dans les pays exportateurs. Le coût du pétrole et des lubrifiants est évidemment un problème en soi; non seulement les prix en Zambie ont plus que triplé depuis la fermeture de la frontière méridionale, mais aussi ils ont eu un effet complémentaire direct sur l'économie du pays du fait de la hausse très forte du coût du transport extérieur. La forte baisse des cours du cuivre est relativement encore plus importante pour la Zambie que la hausse du coût des importations. Il y a un an, les cours dépassaient 3 300 dollars la tonne; il y a quelques jours, ils atteignaient à peine plus de 1 200 dollars la tonne.

6. Le Secrétaire général se félicite des appels innombrables lancés aux gouvernements des Etats Membres pour qu'ils aident les pays victimes de catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme ou les pays les plus durement atteints par l'évolution récente de l'économie mondiale, et des appels lancés pour bien d'autres causes internationales dignes d'intérêt, mais il tient à faire observer une fois de plus que la Zambie n'entre dans aucune de ces catégories. La Zambie est un cas particulier : celui d'un Etat Membre qui ne demande pas tant une assistance financière que de voir les autres Etats Membres prendre à leur charge une partie du coût de l'application de la politique des sanctions contre la Rhodésie du Sud qu'ils se sont eux-mêmes engagés à appuyer. La fermeture de la frontière méridionale aura coûté à la Zambie, d'ici à la fin de l'année, plus de 300 millions de dollars; en comparaison, quelques Etats Mem-

bres, assez peu nombreux, ont versé des contributions s'élevant à 68, 5 millions de dollars. La Zambie continue de supporter une part tout à fait disproportionnée du coût de l'exécution d'une des décisions les plus importantes qu'ait prise l'Organisation des Nations Unies. Le Secrétaire général a fait tout ce qui dépendait de lui pour mobiliser l'assistance pour la Zambie, et poursuivra son action en ce sens.

7. L'ensemble des organismes des Nations Unies ont continué à accorder à la Zambie une large coopération. Actuellement, plus de 100 fonctionnaires venant d'à peu près toutes les institutions spécialisées sont au service du Gouvernement à divers titres; l'action d'un grand nombre d'entre eux vise directement ou indirectement à résoudre les problèmes découlant de la fermeture de la frontière méridionale. L'Administrateur du PNUD a dispensé la Zambie, pour la troisième année consécutive, de sa contribution statutaire aux dépenses du programme, ce qui, à ce jour, représente pour le Gouvernement zambien une économie de près d'un million de dollars, et lui-même et ses collaborateurs ont continué d'apporter un concours indispensable. Le Secrétaire général en sait gré à l'Administrateur du PNUD et à ses collaborateurs, comme aussi aux chefs de secrétariat des institutions spécialisées et aux fonctionnaires de ces institutions qui aident la Zambie.

8. Trois points particuliers sont à noter : premièrement, les organisations chargées de l'exécution examinent attentivement les études relatives au port de Dar es-Salaam et aux transports maritimes de l'Afrique orientale; on espère que ces études déboucheront finalement sur des décisions qui pourraient être intéressantes pour la Zambie. En second lieu, la BIRD, avec le concours du PNUD et de la FAO, a fait une étude de l'agriculture, secteur capital de l'économie zambienne. Enfin, une mission de la Banque mondiale s'est rendue dernièrement en Zambie pour faire une étude de l'économie du pays, et on pense que son rapport sera publié vers la fin de l'année.

9. Que la frontière méridionale de la Zambie soit fermée ou non, les communications entre ce pays sans littoral, l'océan Indien et l'océan Atlantique sont vitales pour sa sécurité nationale et son développement futur. Dès les premiers jours de l'indépendance de la Zambie, le Président et le Gouvernement se sont montrés pleinement conscients de l'importance de ce facteur fondamental et, au cours des dix dernières années, l'infrastructure a été considérablement renforcée.

10. De grands efforts ont été faits pour agrandir et améliorer les installations offertes par les ports de Dar es-Salaam, Lobito et Nacala. L'entretien de la grande route du Nord, artère essentielle, a été assuré, et le Gouvernement zambien a ouvert des crédits budgétaires additionnels pour financer le coût de ces travaux. Le parc de camions de la Zambie sera renforcé sous peu, et vers la fin de l'année, certains véhicules seront affectés à d'autres travaux importants à mesure que les chemins de fer assureront le transport d'un volume croissant d'exportations et d'importations. Le projet ferroviaire TAZARA, dont l'exécution a été entreprise par les gouvernements de la République populaire de Chine, de la Zambie et de la Tanzanie, sera achevé près de deux ans avant la date prévue. La pose des

* 1 kwacha = 1,54 dollar des Etats-Unis.

voies a pris fin le 7 juin 1975; on a annoncé que le chemin de fer sera inauguré officiellement le 24 octobre 1975 et que, par la suite, il atteindra progressivement sa pleine capacité d'exploitation. La liaison orientale entre la Zambie et l'océan Indien sera alors nettement renforcée. D'importantes améliorations ont été apportées au chemin de fer de Benguela ces dernières années, et d'autres travaux d'aménagement sont prévus pour l'avenir. Le chemin de fer a reçu un complément de locomotives et de matériel roulant, et toutes ces améliorations contribueront sans aucun doute à renforcer la liaison occidentale entre la Zambie et l'océan Atlantique. Les chemins de fer zambiens ont également reçu un complément d'équipement en locomotives et en matériel roulant spécialisé, et la formation du personnel local se poursuit de manière satisfaisante.

11. L'infrastructure actuelle est suffisante pour assurer le transport des exportations et des importations de la Zambie, et sa capacité sera sensiblement augmentée à l'avenir. Le Gouvernement zambien et les gouvernements des autres pays intéressés ont toujours été conscients des problèmes que pose l'exploitation de certains ports, l'entretien des grandes routes et la gestion de différents parcs de camions. Depuis la fermeture de la frontière, on a réussi, grâce à une vigilance constante, à des initiatives politiques et à la coopération technique, à maintenir au niveau voulu le mouvement des importations et exportations essentielles de la Zambie. Cependant, pour diverses raisons, parmi lesquelles certaines échappent au contrôle de la Zambie, il est devenu évident qu'il faudra absolument exercer une surveillance très attentive sur l'infrastructure globale, au moins jusqu'à la fin de 1976. Le Gouvernement zambien a donc décidé de prolonger le mandat de son secrétariat du plan d'urgence. Comme conséquence naturelle de cette décision, il souhaite que le programme actuel d'assistance des Nations Unies se poursuive pendant toute l'année 1976, et exprime l'espoir que le Conseil approuvera cette demande à l'occasion de l'examen périodique de la question de l'assistance économique à la Zambie, conformément à la résolution 329 (1973) du Conseil de sécurité.

12. Sir Robert Jackson rappelle au Conseil que certains des pays voisins de la Zambie continuent à éprouver des difficultés financières depuis qu'il a fallu acheminer les importations et les exportations de la Zambie par de nouveaux itinéraires. Le Secrétaire général exprime l'espoir que les Etats membres conscients des besoins des pays en cause s'efforceront d'accroître l'assistance qu'ils fournissent actuellement.

13. On peut dégager de ce qui précède cinq conclusions principales. Premièrement, plus que jamais encore, la Zambie doit supporter une part disproportionnée de la charge que représente l'application de la décision des Nations Unies d'imposer des sanctions au régime de Rhodésie du Sud. Cette charge n'est pas seulement financière; elle constitue aussi un obstacle important au développement national de la Zambie. Deuxièmement, les Etats Membres ont l'obligation manifeste de ne pas se contenter de partager cette charge, et de donner suite à la résolution 1832 (LVI) du Conseil économique et social. Troisièmement, bien que l'infrastructure d'ensemble, qui est d'une importance vitale pour la Zambie, ait été sensiblement améliorée, de graves obstacles — dont un bon

nombre échappent au contrôle de la Zambie — continuent à entraver le bon fonctionnement de cette infrastructure. Quatrièmement, en raison de la situation actuelle et des perspectives d'avenir, le Gouvernement zambien a décidé de prolonger le mandat de son secrétariat du plan d'urgence. Cinquièmement, comme conséquence de cette décision, le Gouvernement zambien souhaite que le Programme d'assistance des Nations Unies se poursuive pendant toute l'année 1976.

14. Les événements des douze derniers mois n'ont démontré que trop clairement à quel point était justifiée la mise en garde de sir Robert Jackson dans sa déclaration précédente; il avait indiqué en effet qu'il serait très dangereux de supposer qu'à l'avenir on pourrait plus facilement mener à bien cette opération. La Zambie a, en fait, plus besoin d'assistance de la part des Etats Membres et des organismes des Nations Unies qu'en mars 1973, à l'époque où le Conseil de sécurité a adopté sa résolution 329 (1973). Le Secrétaire général espère que tous les Etats Membres vont faire tout ce qui est en leur pouvoir pour coopérer avec la Zambie et pour aider à protéger la sécurité économique de ce pays dans les mois difficiles à venir.

15. M. SAKALA (Zambie) dit que le rapport oral du Coordonnateur de l'assistance des Nations Unies à la Zambie n'est pas seulement instructif mais reflète exactement le point de vue de son gouvernement sur la situation qui a été créée par la fermeture de la frontière méridionale de la Zambie. C'est un bon exemple de la coopération étroite et constante qui existe entre la Zambie et les Nations Unies pour ce qui est d'appliquer la politique des sanctions adoptée à l'unanimité par les Etats Membres à l'égard du régime illégal de Rhodésie du Sud.

16. La cause profonde des difficultés de la Zambie est la persistance de régimes racistes minoritaires dans les régions avoisinantes: Zimbabwe, Afrique du Sud et territoire international de Namibie. La seule solution permanente aux problèmes de la Zambie consiste à obtenir le respect des droits fondamentaux et inaliénables des populations majoritaires de ces territoires. Dans ce contexte, le représentant de la Zambie salue l'accession du Mozambique à l'indépendance et la perspective de voir l'Angola devenir également indépendant dans un proche avenir. La Zambie n'a cessé d'œuvrer pour faire appliquer le principe du gouvernement par la majorité en combinant les moyens jugés les plus efficaces en l'occurrence: dans le cas du Zimbabwe, par exemple, la Zambie préconise une stratégie à double tranchant pour mettre fin à l'impasse politique actuelle, à savoir un règlement de paix négocié si possible, ou l'intensification de la lutte armée unie, si c'est nécessaire. La Zambie poursuit également ses efforts en vue d'appliquer la politique de sanctions adoptée par les Nations Unies à l'encontre de la Rhodésie du Sud, au prix de lourds sacrifices de sa part. Le représentant de la Zambie espère qu'en dépit de leurs propres difficultés économiques, qui sont considérables, des Etats Membres fourniront un complément d'assistance de manière à partager ce fardeau avec la Zambie.

17. Comme beaucoup d'autres pays, la Zambie a dû faire face à des hausses considérables du prix de ses principales importations en provenance des pays développés, en parti-

culier le pétrole et les lubrifiants, à quoi il faut ajouter une forte hausse du coût des transports, facteur très important dans le cas d'un pays sans littoral comme la Zambie. La situation a encore été aggravée par le marasme actuel du marché mondial du cuivre, principale source de recettes en devises étrangères de la Zambie. Le Gouvernement a réagi en lançant un programme massif de développement rural, auquel il accorde le premier rang de priorité. En outre, il applique avec plus de vigilance sa politique de réduction des importations, qui est en vigueur depuis la déclaration unilatérale d'indépendance de la Rhodésie du Sud en 1965.

18. Par suite de l'amélioration et du développement des moyens de transport en Zambie et dans les pays voisins et amis, la Zambie peut maintenant disposer de moyens de transport suffisants pour son commerce extérieur. Grâce à l'aide généreuse du Gouvernement et du peuple chinois, la réalisation du projet ferroviaire TAZARA sera terminée deux ans avant la date prévue. Mais la délégation zambienne pense que les pays voisins et amis qui ont généreusement mis à la disposition de la Zambie leurs chemins de fer et leurs ports ont toujours besoin de l'assistance internationale afin de surmonter les difficultés résultant du détournement du trafic en provenance et à destination de la Zambie. M. Sakala rend hommage à la solidarité et à la coopération fidèle dont ont fait preuve ces pays, qui ont dû faire face à un accroissement soudain du volume du trafic à la suite de la fermeture de la frontière méridionale de la Zambie.

19. Le Gouvernement zambien a décidé de prolonger le mandat du Secrétariat du plan d'urgence, du moins pendant l'année à venir, afin de surveiller étroitement le fonctionnement général des installations d'infrastructure. Ce secrétariat comprend du personnel technique détaché des organisations des Nations Unies, qui continuent d'apporter un concours précieux. Le Gouvernement zambien espère que le Conseil approuvera la demande qu'il a faite pour que les Nations Unies poursuivent leur assistance. Il apprécie beaucoup les efforts des institutions spécialisées et d'autres organismes des Nations Unies, notamment ceux de la CEA, ainsi que d'autres organes internationaux qui s'occupent de la question de l'acheminement du trafic en Zambie et dans les pays voisins et amis.

20. M. Sakala réaffirme la gratitude de son gouvernement pour l'assistance reçue jusqu'à présent et exprime l'espoir qu'une assistance supplémentaire lui sera accordée; il souligne en outre que le but final n'est pas de venir en aide à la Zambie pour elle-même, mais d'obtenir le respect des droits fondamentaux et de la dignité de l'homme pour les peuples majoritaires encore opprimés par des régimes minoritaires racistes en Afrique australe.

M. Longerstaey (Belgique), vice-président, prend la présidence.

21. M. KEITA (Guinée) dit qu'avant de présenter le projet de résolution E/L.1671 au nom de ses auteurs, parmi lesquels figure maintenant le Gabon, il tient à remercier le Coordonnateur de l'assistance des Nations Unies à la Zambie de l'exposé circonstancié et très instructif qu'il a fait et qui a sans aucun doute permis au Conseil de prendre conscience de l'ampleur des problèmes qui se posent à la Zambie.

22. Le projet de résolution E/L.1671 est un appel à la solidarité internationale en faveur d'un pays qui fait tout ce qui est en son pouvoir pour faire progresser son développement économique et social et libérer les peuples d'Afrique australe. Le courage, la détermination et l'abnégation du peuple zambien, qui a été victime de la politique raciste d'un régime illégal, sont notoires. Le Gouvernement zambien n'a reculé devant aucun sacrifice et il a agi conformément aux décisions prises par les Nations Unies à l'égard du régime qui a usurpé le pouvoir en Rhodésie du Sud au détriment de la majorité de la population.

23. Le paragraphe clé du projet de résolution est le paragraphe 4 du dispositif, en vertu duquel le Conseil fait sienne la demande du Gouvernement de la République de Zambie tendant à ce que le programme d'assistance des Nations Unies à la Zambie soit prolongé pendant toute l'année 1976; mais la deuxième partie du paragraphe 2, où il est fait appel aux Etats Membres qui sont en mesure de le faire pour qu'ils accordent une assistance supplémentaire pour seconder les efforts de la Zambie, est peut-être tout aussi importante.

24. Le représentant de la Guinée espère que le Conseil adoptera le projet de résolution à l'unanimité; en aidant la Zambie, la communauté internationale s'aide elle-même.

25. Le PRÉSIDENT dit que la Jamaïque et la Norvège ont demandé à figurer sur la liste des auteurs du projet de résolution.

26. M. DORUM (Norvège) dit que son pays appuie sans réserve la Zambie dans sa lutte pour surmonter les graves conséquences économiques de la fermeture de sa frontière avec la Rhodésie du Sud. Il ressort du document E/L.1672 que les incidences budgétaires du projet de résolution ne dépasseront pas 75 000 dollars.

27. La délégation norvégienne tient à remercier le Coordonnateur des services qu'il a rendus dans le cadre du programme d'assistance à la Zambie et de son rapport oral qui fait apparaître clairement la nécessité de poursuivre l'effort d'assistance. La Norvège a manifesté sa solidarité avec la Zambie, qui fait de plus lourds sacrifices que tout autre pays pour appliquer les sanctions prises par les Nations Unies contre le régime illégal de Salisbury, en lui faisant un don de 2 millions de dollars en espèces à un moment où la Zambie avait un besoin urgent d'aide. La Norvège a l'intention de resserrer les liens d'étroite coopération qu'elle entretient avec la Zambie depuis 1967 en vertu d'un accord général d'assistance technique, en lui fournissant une assistance supplémentaire pour soutenir ses efforts de développement, qui sont sérieusement entravés par sa ferme adhésion à la politique de sanctions adoptée par les Nations Unies. Comme l'a dit le Coordonnateur, c'est un devoir pour les autres Etats Membres de partager le fardeau que la Zambie a assumé au nom de la liberté et de la justice pour les peuples opprimés d'Afrique.

28. M. OKELLO (Kenya) dit qu'en se portant auteur du projet de résolution E/L.1671, sa délégation tient à montrer l'importance que le gouvernement kényen attache à un changement d'urgence de situation politique en Afrique australe, afin que les peuples qui sont actuellement gou-

vernés par des régimes racistes minoritaires puissent accéder au gouvernement par la majorité.

29. Les déclarations faites par le Coordonnateur de l'assistance des Nations Unies à la Zambie et par le représentant de la Zambie ont donné un tableau très clair de la situation dans ce pays. Il ne faut pas perdre de vue que l'assistance à la Zambie n'est pas fournie au pays pour lui-même, mais vise à assurer l'application efficace de la politique de sanctions adoptée par les Nations Unies à l'encontre du régime illégal de Rhodésie du Sud. Le prix que doit payer la Zambie pour appliquer cette politique est énorme, mais s'il est partagé entre les Etats Membres des Nations Unies, il ne représentera qu'une faible somme pour chacun. La délégation kényenne espère donc que le Conseil adoptera le projet de résolution à l'unanimité et que les Etats Membres fourniront une assistance supplémentaire à la Zambie. Elle est préoccupée de constater qu'aucune contribution n'a été annoncée depuis juin 1974.

30. M. CHANG Hsien-wu (Chine) déclare que sa délégation a été sensible à ce que le Coordonnateur de l'assistance des Nations Unies à la Zambie et le représentant de ce même pays ont dit de la coopération économique et technique de la Chine avec la Zambie.

31. Deux années se sont écoulées depuis que le régime raciste de la Rhodésie du Sud a fermé sa frontière avec la Zambie afin de ruiner l'économie de celle-ci et d'anéantir les mouvements africains de libération nationale. Mais l'héroïque peuple zambien, avec l'appui des autres Etats africains et des peuples du monde, a relevé le défi et déjoué ce projet.

32. Les Africains gagnent rapidement du terrain dans leur lutte contre l'impérialisme, le colonialisme, le racisme, le sionisme et l'hégémonie des grandes puissances. Les anciens territoires africains portugais sont enfin devenus indépendants et il est clair que les peuples africains sont prêts à s'associer dans la lutte pour éliminer les derniers vestiges du colonialisme sur le continent africain. Mais il est également clair que le racisme et le colonialisme ne disparaîtront que si tous les peuples progressistes s'unissent contre eux. Le peuple chinois, le peuple zambien et tous les peuples africains sont des compagnons d'armes qui combattent sur le même front contre l'impérialisme, le colonialisme et l'hégémonie des grandes puissances. Le Gouvernement chinois continuera de coopérer avec le Gouvernement zambien dans les domaines économiques et techniques à l'avenir, comme il l'a fait par le passé.

33. La délégation chinoise espère que le projet de résolution E/L.1671 sera adopté à l'unanimité et que tous les organismes des Nations Unies fourniront à la Zambie l'aide pratique et efficace dont elle a tant besoin.

34. Le comte YORK (République fédérale d'Allemagne) remercie le Coordonnateur de l'assistance des Nations Unies à la Zambie pour son rapport très instructif et exprime son admiration pour le courage et la volonté dont la Zambie a toujours fait preuve pour mettre en œuvre les résolutions des Nations Unies sur la Rhodésie du Sud. Il se félicite que le Coordonnateur n'ait pas omis de mentionner dans son rapport le fait que les voisins de la Zambie ont, pour les

mêmes raisons, enduré des souffrances et fait des sacrifices. La Zambie a été active sur le plan politique également et Lusaka a été le centre d'activités destinées à rechercher des solutions au problème. La Zambie a usé avec clairvoyance et patience de sa grande influence afin de trouver des solutions qui permettent d'éviter le recours à la violence.

35. La République fédérale d'Allemagne a mis sur pied un programme d'assistance économique à la Zambie. En 1974, ses engagements au titre de l'assistance s'élevaient à 7,8 millions de dollars dont 1,7 million représentant une assistance technique à titre de don, et le reste des prêts, à des conditions avantageuses. Le programme est exécuté en étroite coopération avec le Gouvernement zambien et tient soigneusement compte des priorités de ce dernier. La plus grande partie de l'assistance, axée sur l'agriculture et le développement rural d'ensemble, porte notamment sur un projet pilote d'irrigation, la création d'un service de vulgarisation agricole, la mise en place de services vétérinaires et une étude de faisabilité sur un autre projet d'irrigation.

36. La République fédérale d'Allemagne n'a encore pris aucun engagement pour 1975, le budget venant seulement d'être adopté, mais son gouvernement continuera de collaborer avec celui de la Zambie dans le domaine du développement afin d'alléger les souffrances que subit ce pays par suite du problème sud-rhodésien.

37. M. BOYE (Sénégal) remercie le Coordonnateur de la façon dont il a décrit les effets sur la Zambie de la fermeture de la frontière avec la Rhodésie du Sud. Il n'a rien à ajouter à ce que le représentant de la Guinée a dit pour présenter le projet de résolution E/L.1671 dont le Sénégal est coauteur.

38. La délégation sénégalaise sait gré au Secrétaire général des efforts qu'il continue de déployer pour mobiliser et coordonner l'assistance des Etats Membres et du système des Nations Unies à la Zambie. M. Boye espère que le projet de résolution sera adopté à l'unanimité.

39. M. KASTOFT (Danemark) déclare que le Gouvernement danois a décidé, peu après l'adoption de la résolution 329 (1973) du Conseil de sécurité, d'aider la Zambie à entretenir ses moyens de transport en bon état, de façon à préserver les liaisons avec le monde extérieur après la fermeture de sa frontière avec la Rhodésie du Sud. Comme suite à cette résolution du Conseil de sécurité, le Danemark a alloué, en 1973, 10 millions de couronnes danoises (environ 1,7 million de dollars) qui doivent servir à des projets dans le secteur des transports. Le Gouvernement zambien a estimé qu'il était particulièrement urgent d'améliorer les transports par camions en raison de la cessation du trafic de chemin de fer entre la Zambie et la Rhodésie du Sud. La subvention danoise a donc été utilisée en partie pour créer un centre d'enseignement et de formation de conducteurs de camions et de mécaniciens et en partie pour ouvrir et agrandir des ateliers de réparation de camions.

40. En outre, le Gouvernement danois coopère étroitement depuis 1965, avec le Gouvernement zambien, à la mise en valeur du secteur de l'éducation, essentiellement en

fournissant les services d'experts et de volontaires. Cette assistance doit se poursuivre à l'avenir.

41. Le Danemark sera heureux de devenir coauteur du projet de résolution E/L.1671 qui sera, espère-t-il, adopté à l'unanimité.

42. M. McGILCHRIST (Jamaïque) déclare qu'en raison de la position qu'elle a toujours prise à l'égard du racisme et du colonialisme et de ses liens étroits avec la Zambie, la Jamaïque se félicite de figurer désormais parmi les auteurs du projet de résolution E/L.1671.

43. M. McGilchrist demande instamment à tous les pays d'aider la Zambie et il appuie l'appel lancé par le Kenya, qui a demandé que des contributions supplémentaires soient versées, afin que les résolutions adoptées par les Nations Unies puissent être pleinement mises en œuvre.

44. M. CHICHIZOLA (Pérou) dit que sa délégation appuie sans réserve le projet de résolution E/L.1671 dont elle souhaite devenir coauteur; elle estime qu'en appuyant la Zambie, elle contribue à la lutte contre toutes les formes de discrimination qui sont contraires aux principes de justice et d'équité établis par les Nations Unies. Elle a suivi avec beaucoup d'intérêt la lutte que mène la Zambie et elle espère que le projet de résolution sera adopté à l'unanimité et que la communauté internationale continuera d'appuyer tous les efforts visant à faire échec au racisme et au colonialisme.

45. M. ZHUKOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que sa délégation, qui appuie fermement tous les pays qui luttent contre le colonialisme, tient à réaffirmer qu'elle est solidaire de la Zambie dans les efforts que ce pays déploie pour surmonter les difficultés créées par l'application des sanctions contre la Rhodésie du Sud, pays qui devrait être tenu responsable des torts causés.

46. La visite que le Président de la Zambie a récemment effectuée en Union soviétique a imprimé un nouvel essor à la coopération entre les deux pays. Un accord de coopération technique, culturelle et commerciale à long terme a été signé; l'Union soviétique forme déjà du personnel zambien dans des domaines tels que l'énergie, la géologie et la santé publique et les échanges commerciaux entre les deux pays doivent s'accroître considérablement.

47. Mme TURNBULL (Australie) dit qu'il n'est pas nécessaire d'insister sur l'aversion que son gouvernement

porte au racisme sous toutes ses formes, notamment tel qu'il est pratiqué au Zimbabwe, en Namibie et en Afrique du Sud. Le Gouvernement australien se propose d'étendre son aide aux pays indépendants d'Afrique et examine actuellement les moyens d'aider la Zambie à mettre en œuvre son programme de développement, retardé par la fermeture de la frontière méridionale. Il approuve la Zambie qui mène une lutte politique pour un règlement pacifique de la situation au Zimbabwe en faveur des peuples opprimés d'Afrique. Mme Turnbull espère que le projet de résolution sera adopté à l'unanimité.

48. M. DINU (Roumanie) dit que point n'est besoin de souligner que les difficultés économiques que connaît la Zambie sont le résultat de la persistance de certaines formes de racisme en Afrique australe. Le Gouvernement roumain voit dans la décision prise par la Zambie de rompre les relations économiques avec le régime raciste de la Rhodésie du Sud la preuve de son attachement aux principes de la Charte des Nations Unies. La Roumanie apprécie hautement la solidarité qu'a témoignée la communauté internationale à l'égard de la lutte que mène le peuple zambien pour préserver son indépendance. Il faudrait, à son avis, accroître, en mobilisant les ressources disponibles, les efforts actuellement entrepris par les organismes des Nations Unies pour fournir une assistance financière, technique et matérielle à la Zambie. La Roumanie a accordé un appui matériel à la Zambie et développe des relations amicales avec ce pays.

49. Le PRÉSIDENT dit que, s'il n'y a pas d'objections, il considérera que le Conseil adopte le projet de résolution sur l'assistance à la Zambie (E/L.1671) par consensus.

Il en est ainsi décidé.

50. M. SAKALA (Zambie) dit que sa délégation apprécie la compétence avec laquelle le représentant de la Guinée a présenté le projet de résolution, le caractère constructif des débats et la décision du Conseil d'adopter le projet de résolution sans le mettre aux voix. Il a été encouragé de noter que les efforts que son pays déploie pour promouvoir la paix, la liberté et la justice en Afrique australe ont été largement reconnus.

51. Le PRÉSIDENT annonce que le Conseil a terminé l'examen du point 6.

La séance est levée à 12 h 5.